

# Les enseignants du primaire vont-ils mettre leurs menaces à exécution ?

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Tribunal de Dar El Beida

### Le journaliste Fodil Boumala acquitté

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5020 - Lundi 2 mars 2020 - Prix : 10 DA

Affaires de montage automobile et financement de la campagne électorale

## Reprise du procès en appel de Ouyahia et Sellal à la cour d'Alger

● Rebbouh, frère de Ali Haddad, placé sous mandat de dépôt

Page 24

### Démondialisation dites-vous ?

Par Mohamed Habili

**L**e capitalisme a certes industrialisé l'Occident, mais le même capitalisme est en train de le désindustrialiser, un processus commencé il y a maintenant une quarantaine d'années, dont on ne peut nier qu'il soit déjà notablement avancé. S'il devait se poursuivre au même rythme, le temps n'est pas loin où pour ainsi dire tous les produits consommés dans cette partie du monde, qu'on pourrait peut-être appeler le premier-monde, proviendraient de l'extérieur, de Chine, d'Inde, ou d'autres pays ayant le vent en poupe en matière d'industrialisation. Ce même capitalisme occupé à désindustrialiser son berceau, en clair l'Europe et l'Amérique du nord, pourra-t-il le réindustrialiser comme à volonté ? A en croire ce qui se dit ici et là en Europe dans le contexte actuel de la propagation d'un virus parti de Chine, rien ne serait plus facile. Pour faire le chemin inverse, c'est-à-dire rapatrier les productions délocalisées, en Chine notamment mais pas seulement, il n'y aurait qu'à le vouloir. Au nombre de ceux qui se sont mis à prôner la ré-industrialisation, se trouvent des fanatiques du marché démiurge, pour lesquels il ne faut surtout pas que le politique se mêle d'économie, sous quelque prétexte que ce soit. Ils étaient des partisans forcenés de la mondialisation, les voilà à présent en train de muer en dévots de la démondialisation. Mondialiser, c'est délocaliser.

Suite en page 3

## Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

# Des instructions «fermes» de vigilance face au coronavirus

- Les bilans réalisés sur les sujets contacts sont négatifs
- Des cours à distance pour les étudiants



PH/D. R.

A l'issue de l'exposé du Premier ministre, qui a tenu à rassurer que la situation est totalement maîtrisée, le Président Tebboune a donné des instructions fermes pour maintenir un haut degré de vigilance et une mobilisation active de l'ensemble des structures concernées, pour faire face à toute éventualité. Lire page 2

Lutte contre la spéculation

## Encore des promesses pour le ramadhan

Page 3

Festival de la musique et de la chanson kabyles

## Un hommage sera rendu à l'artiste Djamilia

Page 13

Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

# Des instructions «fermes» de vigilance face au coronavirus

■ A l'issue de l'exposé du Premier ministre, qui a tenu à rassurer que la situation est totalement maîtrisée, le Président Tebboune a donné des instructions fermes pour maintenir un haut degré de vigilance et une mobilisation active de l'ensemble des structures concernées, pour faire face à toute éventualité.

Par Nassim S.

L'épidémie de coronavirus est de par le monde le sujet d'inquiétude numéro un, de par sa vitesse de propagation transfrontalière, ainsi que l'atteste le nombre de cas atteint par ce virus, s'élevant hier à 87 565 cas dans une soixantaine de pays, avec un bilan de près de 3 000 morts. Face à cette mena-

Session

## La Tunisie abrite la 37<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur

**LES TRAVAUX** de la 37<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur (CMAI) se tiennent depuis hier dans la capitale tunisienne, Tunis, auxquels le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, prend part. La réunion verra la participation de délégations de sécurité arabes de haut niveau et de représentants d'organismes et d'organisations arabes et internationales. Cette session, de deux jours, s'attellera à «l'examen des questions relatives à la coopération arabe dans les domaines sécuritaires, notamment la lutte contre le terrorisme transfrontalier» et «l'élaboration de plans indispensables à la lutte contre la cybercriminalité et les crimes organisés, en sus du renforcement de la coopération entre les institutions de la police et de la Protection civile des Etats membres». Dans ce sens, le président tunisien Kais Saïed a reçu hier les ministres arabes de l'Intérieur participant à cette 37<sup>e</sup> session. D'après le secrétaire général du Conseil des ministres arabes, dont le siège est à Tunis, les travaux de cette session porteraient sur les moyens de promouvoir la coopération interarabe en matière de sécurité et l'examen d'un certain nombre de questions liées à la lutte contre le terrorisme, au trafic de drogue et à la prévention du crime organisé. Le secrétaire général a ajouté que les responsables de la sécurité arabe évoqueraient l'adoption de bon nombre de recommandations issues de tous les récents rapports et conférences élaborés par les institutions arabes spécialisées dans la sécurité.

Fahim N.

ce, notre pays, sans verser dans l'alarmisme, a adopté une attitude réactive de vigilance dès l'apparition du fléau. Le président de la République a ainsi dès le départ décidé du rapatriement des étudiants algériens inscrits dans la région du Wuhan, en Chine, où est apparue la maladie, étudiants mis en quarantaine mais dont les analyses se sont révélées négatives. Ont suivi une série de mesures visant à l'évitement de l'arrivée ou de la propagation du virus dans notre pays, notamment avec le cas du ressortissant italien atteint, qui a d'ailleurs regagné son pays avant-hier après avoir reçu les soins dans le Sud algérien, où il travaille. Dans le souci de prendre le maximum de précautions et de maintenir vivace le degré de vigilance, en somme pour ne pas baisser la garde face à une risque sanitaire persistant même si l'Algérie est pour l'heure épargnée, s'est tenue hier une réunion regroupant les membres du Haut conseil de sécurité, ainsi que le rapporte un communiqué de la Présidence. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné hier, lors d'une réunion du Haut conseil de sécurité, des instructions «fermes» pour maintenir un haut degré de vigilance et une mobilisation «active» de l'ensemble des secteurs concernés, pour faire face à toute éventuali-



PH/D. R.

té, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Dans le cadre des mesures initiées par les pouvoirs publics, à l'effet de parer à toute propagation du coronavirus, Abdelmadjid Tebboune, président de la République, ministre de la Défense nationale, chef suprême des Forces armées, a présidé, ce dimanche 1<sup>er</sup> mars 2020, au siège de la Présidence de la République, une réunion de coordination avec les membres

du Haut conseil de sécurité, au cours de laquelle M. le Premier ministre a présenté un exposé faisant un état des lieux sur le virus en question», précise la même source. «A l'issue de l'exposé de M. le Premier ministre, qui a tenu à rassurer que la situation est totalement maîtrisée, M. le président de la République a donné des instructions fermes pour maintenir un haut degré de vigilance et une mobilisation active de l'ensemble des structures

concernées, pour faire face à toute éventualité», ajoute le communiqué. D'autres points se rapportant, notamment, à des questions de sécurité ont été évoqués au cours de cette réunion, «à propos desquelles Monsieur le président de la République a donné des instructions précises pour le renforcement des dispositifs de surveillance, de veille et de sécurité au niveau des frontières», conclut la même source.

N. S./APS

## Précaution contre le coronavirus

### Des cours à distance pour les étudiants

Face au risque d'épidémie de coronavirus, l'Enseignement supérieur demande aux étudiants de rester chez eux et prendre des cours à distance en cas d'apparition de nouveaux cas de coronavirus en Algérie. Cette mesure préventive sera opérationnelle à partir du 15 mars courant. En effet, la propagation rapide du coronavirus a fait réagir le ministère de l'Enseignement supérieur qui a pris des mesures préventives pour faire face à cette épidémie. Dans une note adressée avant-hier aux présidents des conférences régionales des universités et directeurs des établissements universitaires, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Chems Eddine Chitour, a révélé une initiative «pédagogique» mise en place par le secteur pour mettre un terme à une éventuelle propagation du coronavirus, consistant en l'élaboration d'une plate-forme garantissant les cours à distance pour une durée d'au moins un mois. Ces mesures sont préventives, en cas d'apparition d'autres cas de coronavirus. Le but étant de préserver la santé des étudiants

et d'éviter la propagation de l'épidémie en milieu universitaire qui connaît une surcharge. La situation exceptionnelle que vit le monde suite à une éventuelle propagation de l'épidémie mondiale astreint (le ministère) à prendre une initiative pédagogique en recourant à des mesures préventives garantissant la continuité de l'enseignement, lit-on dans la note.

A cet effet, le ministre a appelé les directeurs des établissements universitaires et présidents des conseils scientifiques à sensibiliser et mobiliser leurs collègues enseignants pour adhérer à cette opération pédagogique, soulignant que les premiers concernés, à savoir les étudiants, doivent s'adapter à cette démarche. Cette initiative consiste en la publication en ligne d'un contenu de cours consultable, couvrant une période d'un mois au moins d'enseignement, sur le site web de l'établissement (de préférence sur la plateforme de l'établissement) ou sur tout autre support. Il est en de même pour les travaux dirigés qui seront accompagnés de brefs correctifs. Dans le même cadre, il sera mis à la dis-

position des étudiants, en suivant la même méthode, les travaux pratiques qui cadrent avec ce mode d'enseignement, ajoute l'instruction. Après avoir souligné qu'il faudra prendre compte toutes les mesures techniques indispensables dans l'objectif de maintenir la communication et le contact à distance entre l'enseignant et l'étudiant, le ministre a tenu à préciser qu'il s'agit là dans tous les cas d'une initiative première du genre. Il a également affirmé que ce dispositif doit être opérationnel dès le 15 mars 2020, d'autant plus que ces cours et supports pédagogiques doivent être à mis à disposition de tous les étudiants du pays. Pour finir, le ministre a mis l'accent sur tout l'intérêt qu'il accorde à l'application stricte de la teneur de cette note.

### Les bilans réalisés sur les sujets contacts sont négatifs

Se voulant rassurant, le ministre de la santé, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé que tous les bilans réalisés sur les sujets contacts en lien avec le ressortissant italien

atteint du coronavirus (Covid-19) se sont avérés «négatifs». «L'Algérie n'a enregistré aucun nouveau cas positif de coronavirus. Les bilans réalisés sur les sujets contacts en lien direct avec le ressortissant italien atteint de ce virus sont négatifs», a expliqué le ministre en marge d'une visite d'inspection et de travail au service des maladies virales à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) des maladies infectieuses El-Hadi Flici, ex-El-Kettar.

Il assure que des instructions «fermes» ont été données aux différents établissements hospitaliers pour se doter du matériel nécessaire, notamment les masques (demi-masque filtrant coque et les masques chirurgicaux à élastiques), les combinaisons, les lunettes, les gels et les draps jetables. Le ministre a annoncé, à l'occasion, avoir interdit aux fabricants de masques des les exporter, au mépris d'une demande nationale éventuelle. «Nous avons interdit aux particuliers d'exporter leurs fabrications (masques) et allons renforcer leur confection en important d'autres», a-t-il déclaré.

Louiza Ait Ramdane

Spectre du boycott des examens du deuxième trimestre

# Les enseignants du primaire vont-ils mettre leurs menaces à exécution ?

■ A une semaine du début des examens du deuxième trimestre au niveau du cycle primaire, le spectre du «boycott des examens» plane encore. En effet, la Coordination des enseignants du primaire a encore menacé de boycotter les examens de ce trimestre en cas de non prise en charge de leurs revendications.

Par Thinhenne Khouchi

Comme lors du premier trimestre, les enseignants du primaire ont menacé de boycotter les examens de ce deuxième trimestre qui devront commencer du 8 mars au 13 mars 2020. En effet, devant le «silence», le «mépris» et «la non prise en charge des revendications» des enseignants du primaire, la Coordination a décidé de frapper fort en menaçant de boycotter les examens de ce deuxième trimestre. Dans un communiqué de la Coordination, on appelle au maintien de la grève aujourd'hui encore (lundi), au boycott des examens du deuxième trimestre et à une seconde marche nationale. En effet, malgré les avertissements du ministère de l'Education nationale de ne pas suivre «les voix inconnues incitant à des contestations», les enseignants contestataires demeurent déterminés à mettre en exécution leurs menaces. «Vont-ils vraiment boycotter les examens ou céder aux menaces du ministre de l'Education et bâcler les épreuves comme ils l'ont fait lors du premier trimestre ?», s'interrogent les parents d'élèves. En outre, la Coordination a également appe-



M. A. D. R.

lé ses adhérents à participer à une deuxième marche nationale, sans indiquer l'itinéraire à prendre de peur qu'elle soit empêchée par les services de l'ordre comme le fut leur première marche. Les enseignants grévistes vont aussi maintenir aujourd'hui leur grève d'une journée et organiser des sit-in devant les directions de

l'Education. Dans son communiqué, la Coordination affirme en outre qu'elle laisse l'«option de la grève illimitée à l'étude et à la concertation», tout en imputant «l'entière responsabilité de cette situation à la tutelle en raison de sa persistance à refuser l'ouverture du dialogue avec les représentants de la Coordination». Sur leur page Facebook, les ensei-

gnants grévistes ont affirmé également qu'ils continueront dans leur parcours de contestation jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites. Concernant les revendications soulevées par les enseignants grévistes on retrouve «la révision des programmes pédagogiques, des calendriers des vacances et de la rentrée scolaire pour les régions du sud du pays», «la modification du statut particulier», de sorte à reclasser les enseignants du secondaire, du moyen et du primaire, au même grade de base et «la diminution du volume horaire». Ils plaident aussi pour «l'application immédiate du décret présidentiel N° 266/14 avec effet rétroactif depuis sa parution, en 2014», «le recrutement de superviseurs, afin d'assurer l'encadrement des élèves dans la cour et les cantines pour permettre aux enseignants de se consacrer à leurs tâches pédagogiques» et «la création de nouveaux grades d'enseignant pour les matières scientifiques, littéraires et d'éducation physique (sport)». Enfin, notons que les examens du deuxième trimestre au niveau des CEM et lycées ont débuté hier 1<sup>er</sup> mars et se poursuivront jusqu'au 5 mars.

T. K.

## Lutte contre la spéculation

### Encore des promesses pour le ramadhan

Amoins de deux mois du ramadhan, le gouvernement tente encore cette année de rassurer par des promesses, souvent non tenues, sur le bon déroulement de ce mois sacré. Discours d'avant chaque ramadhan. En effet, les discours sont beaux, les mesures annoncées sont sur le papier complet et rassurant. Restera la réalité du terrain où s'affronteront, dans quelques semaines, les spéculateurs véreux, sans foi ni loi, et ceux qu'ils s'apprentent à saigner : les consommateurs sans défense. L'année passée, malgré «les mesures qui ont été prises» les prix des fruits et légumes mais aussi de la viande (rouge et blanche) ont enregistré une hausse vertigineuse. Ces produits de large consommation restaient inaccessibles à la grande majorité des Algériens. A cet effet, des mesures conjointes avec les départements du Commerce et de l'Intérieur ont été prises à l'effet d'assurer l'approvisionnement des marchés en différents produits pendant le ramadhan prochain, a fait savoir, hier, le directeur de la régulation et du développement des productions agricoles au ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Kherroubi. Initiées par le ministère de l'Agriculture dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré du ramadhan, ces mesures, prises en concertation avec les ministères concernés (Commerce et Intérieur), ont pour objectif de couvrir tous les besoins des citoyens en produits agricoles à des prix raisonnables, a indiqué M. Kherroubi. Outre la mise en place d'un pro-

gramme d'approvisionnement du marché en lait, le même responsable a assuré de la disponibilité de tous les produits dont a besoin le citoyen durant le mois sacré, à l'instar des fruits et légumes, légumineuses, viandes rouges et blanches. Evoquant le lait, M. Kherroubi a rappelé que cette matière, fortement demandée durant le mois de ramadhan, est soumise actuellement à contrôle intensifié sur le terrain, mené par les services des départements du Commerce et de l'Agriculture. Dans ce cadre, le même responsable a fait état de l'ouverture de points de vente dans plusieurs régions du pays pour la commercialisation de différents produits, citant à ce titre une initiative du Groupe public «Giplait» pour assurer la distribution du lait, une autre du Groupe de valorisation des produits agricoles (GVAPRO) pour la vente des dattes, des huiles de table et de l'huile d'olive, en sus de la mobilisation de l'Office national des aliments du bétail (ONAB) pour la commercialisation des viandes congelées et fraîches. A ce titre, une quantité de 59 000 tonnes de viandes blanches sera mise sur le marché, et ce, en plus d'un stock de 6 000 tonnes conservé dans les chambres froides de l'ONAB. Notant une stabilité des prix des viandes blanches depuis janvier passé, le même responsable a indiqué que ces prix devraient se maintenir au même niveau pendant le ramadhan prochain. Pour les viandes rouges, outre les viandes congelées et fraîches importées et des veaux d'engrais-

ment, une quantité de 58 000 tonnes sera commercialisée durant le mois sacré. Selon M. Kherroubi, le secteur de l'Agriculture autorisera certaines exploitations agricoles, à travers le pays, à effectuer la commercialisation directement de l'agriculteur au citoyen, ce qui permettra d'éviter la spéculation. Il a invité à cette occasion les agriculteurs à s'installer dans les marchés de proximité de leurs communes pour pouvoir exposer directement leur produit. L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) commercialisera à travers ses différents coopératives sa production en légumineuses (pois chiches, haricots et lentilles) dans 56 points de vente et à des prix très compétitifs. Les différentes minoteries seront fournies en céréales pour garantir un approvisionnement régulier du marché en farine et en semoule. L'Office mettra, dans ce cadre, près de 138 000 quintaux de lentilles et 200 00 quintaux de pois chiches sur le marché. Pour ce qui est des fruits et légumes, une quantité de 1 600 000 tonnes devrait être écoulee sur les marchés durant le mois sacré du ramadhan. Appelant enfin les commerçants à ne pas profiter du mois sacré pour s'adonner à la spéculation, il a affirmé que l'organisation des marchés de proximité par les services du ministère du Commerce et la participation directe des agriculteurs dans ces espaces concourront à la stabilité des prix, et partant, à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens.

Meriem Benchaouia

## LA QUESTION DU JOUR

### Démondialisation dites-vous ?

Suite de la page une

Démondialiser en revanche, c'est rapatrier ces mêmes usines transplantées ailleurs. Jusqu'à présent, disent-ils en substance, on a eu plus de peur que de mal, encore que le mal débarque à peine chez nous. Il en est encore dans sa phase d'approche, à tâter le terrain pour repérer nos faiblesses et prospérer sur elles. Mais qu'en serait-il s'il lui prenait envie de muter, de prendre une forme qui le rendrait bien plus dangereux et mortel qu'il ne l'a été jusqu'à présent ? S'il mutait, ce serait comme s'il reprenait son parcours depuis le début, mais avec une virulence, une mortalité nettement accrue. Rien ne garantirait alors que nos médicaments continueraient d'être fabriqués en Chine, et de nous être ensuite envoyés. Et si ce scénario du pire n'est pas pour cette fois-ci, ce pourrait être pour la prochaine fois. Il faut donc se dépêcher au moins de rapatrier les médicaments. C'est vital. Et quand cela devient une question de vie ou de mort, ce ne devrait plus être au marché d'en décider. Le problème, c'est que justement il n'y a que lui pour prendre une décision de cette envergure. C'est lui qui a mondialisé, c'est à lui de démondialiser. Imaginons qu'il le puisse, et sans passer pour cela par une guerre mondiale, c'est-à-dire par une destruction aussi massive dans un premier temps que créatrice dans un second. Imaginons un instant que le coronavirus ait été particulièrement convaincant à cet égard, après avoir muté par exemple, et que tout ce qui a délocalisé ait fini par être relocalisé. Le premier monde s'en porterait-il mieux pour autant ? En Occident, le capital a vaincu le travail par la mondialisation. S'il démondialise, il va se retrouver face à un travail gonflé à bloc, plus déterminé que jamais à lui faire la peau. Les travailleurs européens et américains ne le laisseront pas leur échapper une deuxième fois par une nouvelle fuite hors de leur présence et de leur haine séculaire. Et si les pandémies étaient la ruse de l'histoire pour ramener plus vite les pendules à leur véritable heure ? La démondialisation tuera le capitalisme aussi sûrement que la mondialisation l'a sauvé.

M. H.

## Agriculture

# Irrigation de plus de 11 000 hectares par les eaux épurées en 2019

■ Durant l'année 2019, un volume de 12 325 269 m<sup>3</sup> d'eaux épurées ont servi à l'irrigation de 11 045 hectares de terres agricoles, soit un taux de la réutilisation des eaux usées épurées en agriculture (REUE) de 31 % du volume épuré, a-t-on appris, hier, auprès de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Par Hamid F.

Le potentiel de la réutilisation des eaux usées épurées à des fins agricoles évoluera d'une manière significative, durant l'année 2020, lit-on sur un document remis à l'APS par l'ONA. «Sur les 154 stations d'épuration exploitées par l'ONA (Step) à travers les 44 wilayas, 16 stations sont concernées par la réutilisation des eaux usées épurées en agriculture», a expliqué l'ONA. «Aussi, le nombre de stations

concernées par la réutilisation sera porté à 20 stations», selon la même source. Selon l'ONA, La réutilisation sollicite une coordination étroite entre les différentes structures impliquées dans les opérations de réutilisation à tous les niveaux. Pour les régions enclavées, l'Office lance son propre produit, à savoir, le projet de fabrication locale et la commercialisation de stations monoblocs dont les études de faisabilité sont achevées. Ce projet consiste en la réalisation d'une station d'épuration monobloc et modulaire d'une capacité unitaire de traitement de 150 équivalents habitants destinée au traitement des eaux usées des petites agglomérations, des bases de vie, des casernes militaires, et des complexes touristiques et hôteliers. La capacité unitaire peut être augmentée à 350 équivalents habitants avec la possibilité d'installation côte à côte de plusieurs modules pour assurer la capacité de traitement demandée. Aussi, l'ONA a mis en place le processus de télégestion d'une station d'épuration avec une solution 100 % algérienne. Une démonstration sera faite à ce sujet lors des célébrations de la Journée mondiale de l'eau le 22 mars prochain. Placé sous la tutelle du ministère des Ressources en eau, l'Office national de l'assainissement (ONA) est un établissement public national à caractère industriel et commercial.



Actuellement, l'ONA assure la gestion des infrastructures de l'assainissement sur le territoire de 44 wilayas, à savoir : Plus de 55 342 km de réseaux d'assainissement, pour 1 147 communes, correspondant à environ 80 % du linéaire national, 499 stations de relevage et de drainage, 154 stations d'épuration, 76 stations à traitement intensif (boues activées), 75 stations à traitement extensif, (par lagunage aéré ou naturel) et 3 stations d'épuration à filtres plantés.

**Journée mondiale de l'eau : diverses activités de sensibilisation du 22 au 24 mars**

L'Algérie, à l'instar de l'en-

semble des pays du monde, célébrera le 22 mars prochain la Journée mondiale de l'eau, et ce par l'organisation de diverses activités de sensibilisation autour de cette problématique qui auront lieu du 22 au 24 mars 2020, indique l'ONA.

En cette occasion, l'Algérie va célébrer cette journée, placée en cette année 2020, sous le thème «l'eau et le changement climatique», par la sensibilisation des citoyens sur les impacts des changements climatiques pouvant provoquer des phénomènes importants tels que les inondations et les sécheresses et qui auront indéniablement des répercussions sur la disponibilité de l'eau. A travers sa mission principale, soit le traitement des

eaux usées, l'ONA a atteint plusieurs objectifs dont principalement la protection de la ressource hydrique (protection de la nappe phréatique, des barrages, des oueds, de la mer), de l'environnement et de la santé publique en éliminant les maladies à transmission hydrique. Face aux changements climatiques, l'Office propose une solution alternative qu'est la réutilisation des eaux épurées. En effet, l'assainissement des eaux usées est devenu une exigence qui accompagne le développement des activités humaines car elles engendrent automatiquement une production croissante de rejets polluants évacués dans les cours d'eau.

H. F./APS

## Conseil de la nation Présentation aujourd'hui de deux projets de loi

LE CONSEIL de la nation reprendra aujourd'hui ses travaux en deux séances plénières consacrées à la présentation et au débat de deux projets de loi, a indiqué hier un communiqué de la chambre haute du Parlement. Il s'agit, selon la même source, du projet de loi modifiant la loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique, et du projet de loi fixant la mission, la composition et l'organisation du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies.

H. Y.

## Accidents de la route 3 morts et 20 blessés en 24 heures

TROIS personnes ont trouvé la mort et vingt autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus lors des dernières 24 heures, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 16 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à Relizane, Sidi Bel-Abbès, Oum El-Bouaghi et Constantine, selon le communiqué qui déplore la mort d'une personne âgée de 54 ans intoxiquée par ce gaz à Souk Ahras.

Concernant l'extinction des incendies, les secours de la Protection civile sont intervenus pour éteindre trois incendies urbains et divers à Alger, Bouira et Oum El-Bouaghi qui ont causé des brûlures superficielles à trois personnes.

H. L.

## A l'occasion de leur Journée mondiale Le président de la République félicite les éléments de la Protection civile

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a félicité, hier dans un tweet, les éléments de la Protection civile algérienne, à l'occasion de la célébration de leur Journée mondiale. «Il me plaît, en cette Journée mondiale de la protection civile, d'adresser mes félicitations à mes enfants de la Protection civile algérienne et de vous exprimer la reconnaissance

du peuple pour vos sacrifices consentis pour protéger les vies, les biens et l'environnement et lutter contre les risques et les catastrophes. Que Dieu vous prête assistance dans vos missions et sachez que je serai toujours à vos côtés au service de notre patrie», a écrit le Président Tebboune dans un tweet sur son compte officiel. L'Algérie célèbre, ce dimanche, à l'instar

des autres pays membres de l'Organisation internationale de la Protection civile (OIPC), la Journée mondiale de la Protection civile à travers l'organisation de plusieurs manifestations au niveau national, pour sensibiliser les citoyens au rôle de ce corps en matière de lutte contre les risques et les catastrophes. Les manifestations, qui ont pour thème cette année «Un

secouriste pour chaque foyer», tendent à mettre en évidence le rôle et l'importance des premiers secours, l'utilisation des divers supports technologiques modernes dans la diffusion des techniques liées aux premiers secours, le rôle de la prévention et de la sensibilisation ainsi que celui de l'information de proximité dans l'ancrage de la culture préventive.

H. Y.

Laghouat

## Quatre nouvelles structures de la Protection civile réceptionnées avant la fin de l'année

Quatre nouvelles structures de la Protection civile (PC) seront réceptionnées dans la wilaya de Laghouat avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris dimanche des responsables de la direction locale de la P.C. Il s'agit de deux unités secondaires dans les communes de Hassi-Delaâ et El-Ghicha, un

poste avancé dans la commune de Tadjerouna et une annexe nationale de formation des agents de la PC, dont les travaux ont été finalisés en attendant son équipement, a indiqué le directeur de la PC de la wilaya, le commandant Réda Krita, en marge de la commémorative de la journée mondiale de la PC.

Ces structures sont appelées à promouvoir les prestations d'interventions et de sauvetage au niveau de ces régions enclavées, de répondre aux attentes de la population et étendre la couverture à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-il souligné. Pas moins de 341 secouristes ont été formés au

titre de la saison 2019/2020 par la direction de la PC de Laghouat, dans le cadre du programme «un secouriste dans chaque foyer», a indiqué le chef de la cellule de communication et des relations extérieures à la direction de la PC, le lieutenant Walid Nekkrouche.

Lyes C.

# L'exportation pour inverser les indicateurs de la balance commerciale

■ Le ministre délégué du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, a affirmé, à Boumerdès, que le gouvernement ambitionnait de changer les indicateurs de la balance commerciale à travers l'exportation.

Par Malek M.

«**N**ous ambitionnons d'inverser les indicateurs de la balance commerciale du pays à travers l'exportation et le recours à l'importation se fera selon nos besoins», a déclaré, samedi à la presse, M. Bekkai qui présidait l'ouverture du 1<sup>er</sup> Salon de l'investissement et de la production locale. Rappelant les trois facteurs à l'origine de l'effondrement de l'économie nationale, à savoir «l'importation, la surfacturation et la bureaucratie», M. Bekkai a indiqué : «Nous tentons d'opérer un changement à travers la stratégie nationale d'exportation (SNE)» qui s'inspire des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette stratégie a identifié les secteurs «où nous pouvons être producteurs et exportateurs, à l'instar de l'agriculture et la production pharmaceutique»,



a-t-il dit. Dans ce sillage, le ministre délégué a fait état de l'organisation d'ateliers techniques au niveau de son département pour redynamiser ces secteurs et écouter les préoccupations de leurs responsables en vue d'obtenir des résultats concrets à la fin de l'année en cours. Répondant aux questions des journalistes, M. Bekkai a reconnu l'existence d'une lourdeur administrative en ce qui concerne la prise en charge des coûts de production et de transport maritime, aérien et terrestre, des produits nationaux vers l'étranger. A ce propos, le

ministre délégué s'est engagé à «l'élimination de ces entraves et à la réduction des coûts». Appelant, dans ce cadre, les producteurs et exportateurs à la nécessité d'œuvrer à la maîtrise des coûts de production et d'exportation, car, a-t-il expliqué, «les mesures juridiques de sauvegarde actuelles et celles qui seront prises par l'Etat, en sus des systèmes d'appui et le Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), sont toutes immédiates». Par ailleurs, le ministre délégué a annoncé la révision en cours de l'ensemble des textes et régle-

mentations encadrant l'investissement et le dossier du foncier industriel. Affirmant «l'existence d'une véritable économie nationale», M. Bekkai a mis en avant l'importance de protéger et encourager cette économie, en assurant notamment le foncier industriel, un dossier qui pose de véritables problèmes aux investisseurs «poussés dans certains cas à la location d'assiettes foncières, ce qui augmente les coûts de production et de commercialisation». Organisé à la salle omnisports «Mohamed-Belaredj» de Boumerdès, le 1<sup>er</sup> Salon de l'investissement et de

la production locale se poursuit en présence de 50 exposants locaux (publics et privés) intervenant dans différents domaines, en sus des compagnies d'assurance, des organismes de soutien à l'emploi et des instances chargées du foncier industriel dans la wilaya.

M. M./APS

## Canada L'économie a connu un brusque ralentissement

L'ÉCONOMIE canadienne a brusquement ralenti fin 2019, le produit intérieur brut progressant de seulement 0,3 % au quatrième trimestre en glissement annuel en raison d'une diminution de l'investissement des entreprises et de la faiblesse du commerce international, a annoncé l'institut canadien de la statistique. C'est une forte baisse par rapport à la croissance de 1,1 % en rythme annuel enregistrée au troisième trimestre, chiffre lui-même revu à la baisse par Statistique Canada. La croissance au quatrième trimestre a néanmoins été légèrement supérieure au consensus de la moyenne des analystes, portée surtout par les dépenses de consommation des ménages, qui ont augmenté de 2 % en glissement annuel. Pour l'ensemble de 2019, le produit intérieur brut (PIB) du Canada a connu une croissance de 1,6 %, soit un ralentissement par rapport au taux de 2 % observé en 2018. A titre de comparaison, l'économie américaine a progressé de 2,3 % en 2019, a noté Statistique Canada. Au quatrième trimestre, interruption d'oléoducs, récoltes défavorables, grèves ferroviaires, répercussions du conflit de travail chez General Motors aux Etats-Unis et tensions commerciales ont contribué à plomber la croissance, a indiqué Statistique Canada. L'économie a néanmoins gardé la tête hors de l'eau grâce à «l'augmentation prononcée des dépenses des ménages dans les services, notamment pour les loyers, les restaurants, le transport aérien et les services de télécommunications», a précisé l'institut. L'investissement a cependant diminué dans le secteur industriel et les ouvrages de génie. Les tensions commerciales internationales ont également déteint sur l'économie canadienne, avec un recul des exportations en volumes pour un deuxième trimestre consécutif, et aussi des importations pour un troisième trimestre d'affilée.

A. S.

## France

### Baisse des immatriculations automobiles en février

Le marché automobile français a connu une légère baisse au mois de février, surtout au détriment du groupe Renault, selon les chiffres publiés hier par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Au total, 167 785 voitures particulières neuves ont été immatriculées en France le mois dernier, soit une baisse de 2,7 % par rapport à février 2019. Cette baisse est toutefois beaucoup moins forte qu'en janvier (-13,44 %), où

les constructeurs avaient subi le contrecoup d'une hausse drastique en début d'année des malus sur les gros véhicules les plus polluants. Sur les deux premiers mois de l'année, la baisse est de 7,79 %, avec un nombre de jours ouvrés équivalent. Parmi les constructeurs français, le groupe PSA tire son épingle du jeu avec 60 874 voitures vendues (+0,49 %) grâce à la marque Peugeot (+1,71 %) et aussi à DS qui fait plus que dou-

bler ses ventes (+113,48 %), tandis que Citroën lâche 6,25 %. Le groupe Renault perd 9,78 %, notamment à cause d'un plongeon de près de 27 % de Dacia. Les groupes étrangers perdent globalement 1,42 %, ce qui ne les empêche pas de voir leur part de marché très légèrement progresser à près de 42 %. Le groupe allemand Volkswagen gagne 1,42 %, grâce notamment à Audi qui bondit de 30,8 %. Sur le segment haut de gamme, son

compatriote BMW progresse aussi fortement de 18,88 %. A l'inverse, le groupe italo-américain Fiat-Chrysler (FCA) trébuche de 28,26 %, l'américain Ford de 26,06 %, et l'allemand Daimler de 12,13 %. Les japonais Nissan et Toyota, qui affichaient déjà une tendance haussière en janvier, continuent pour leur part à progresser respectivement de 14,89 % et de 13,54 %, tout comme le sud-coréen Hyundai (+16,42 %). Salem K.

## Danemark

### Croissance en hausse en 2019 de 2,2 % sur un an

La croissance économique au Danemark s'est accélérée en 2019, à 2,2 % sur un an, selon les premières estimations de l'institut statistique national DST. C'est un peu plus que les prévisions de la Banque centrale qui tablait sur 1,9 %. Au quatrième trimestre, la croissance de l'économie danoise s'est établie à 0,2 % par rapport au trimestre précédent, au-dessus de la moyenne de l'Union européenne

(0,1 %), souffrant d'un ralentissement des exportations, cruciales à l'économie du pays. Sur l'ensemble de l'année, les exportations de biens ont toutefois grimpé de 6,5 %. La consommation des ménages et les investissements ont également accéléré, prenant respectivement 1,9 % et 1,2 % sur un an, a relevé DST. «Le développement laborieux dans plusieurs pays voisins comme l'Allemagne, la Suède et le

Royaume-Uni n'a pas eu raison du dynamisme de l'économie danoise», s'est félicité dans un commentaire écrit le vice-directeur de la Confédération des industries danoises, Morten Granzau. En glissement annuel, le pays a enregistré une croissance économique de 1,8 % de septembre à décembre. Le point fort de l'économie du Danemark, qui n'est pas membre de la zone euro, reste l'emploi, avec un

taux de chômage qui tend à baisser depuis 2012 et enregistre actuellement son plus bas niveau depuis dix ans, à 3,7 %. La Banque centrale du Danemark table sur une croissance de 1,5 % en 2020 et 2021. Pour la Confédération des industries danoises, l'épidémie de nouveau coronavirus et les incertitudes sur les marchés qui en résultent pourraient notamment affecter l'économie du pays. A. O./Agences

Elimination des zones d'ombre à Ouargla

# Santé, habitat et aménagement urbain, parmi les doléances des citoyens

■ L'amélioration de la qualité des prestations de santé, l'éducation, l'habitat et l'aménagement urbain, figurent parmi les principales doléances soulevées par les citoyens des régions enclavées de la wilaya de Ouargla.

Par Walid B.

Approchés par l'APS, des citoyens issus de différentes localités attendant davantage d'efforts de développement, à l'instar de Bour El-Haycha (Ouargla), Oglet-Larbâa (N'goussa), Ain Moussa (Sidi Khouiled) ainsi que les localités de la daïra frontalière d'El-Borma ont saisi l'opportunité de visites de terrains des autorités de la wilaya pour exprimer des doléances relatives au développement de leur cadre de vie.

En dépit des efforts consentis par l'Etat pour étendre la couverture sanitaire, plusieurs structures de santé de proximité souffrent encore d'un manque en équipements médicaux et en moyens logistiques, obligeant souvent les patients à parcourir de longues distances vers les hôpitaux situés dans les trois grandes agglomérations de la wilaya (Ouargla, Hassi-Messaoud et Touggourt) pour bénéficier d'une prise en charge médicale. Outre le manque d'effectif médical spécialisé et paramédical toujours réclamé par les citoyens, notamment les sages-femmes, d'autres insuffisances sont également relevées, comme la dégradation de certaines structures de santé. A titre d'exemple, la polyclinique d'El-Borma (400 km au sud-est de Ouargla) est dépourvue d'équipements médicaux nécessaires, surtout l'absence d'un nombre suffisant d'ambulances médicalisées destinées à évacuer les malades le nécessitant vers le

plus proche Etablissement public hospitalier, à savoir celui de Hassi-Messaoud situé à quelques 300 km. Concernant le secteur de l'éducation, les habitants de ces régions ont appelé à la réhabilitation des établissements éducatifs et au renforcement du transport scolaire. Ils ont, par ailleurs, saisi les autorités locales pour faire remarquer l'insuffisance de projets d'aménagement urbain, dont l'éclairage public et autres commodités au niveau de leurs quartiers où sont enregistrés souvent les nombres les plus élevés de piqûres de scorpions, en raison notamment de la «dégradation de l'environnement».

Il s'agit, en outre, de lacunes enregistrées en matière d'attribution de quotas suffisants d'aides à l'habitat rural, la distribution et la qualité de l'eau potable, la rénovation du réseau d'assainissement, la dégradation des routes, et le manque de struc-



tures sportives et de loisirs.

L'accélération de la réalisation des projets d'électrification des forages, le fonçage des puits d'irrigation et l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres agricoles, sont aussi des doléances exposées aux autorités de la wilaya.

Dans le cadre du suivi des projets de développement, une réunion de coordination a été organisée récemment au siège de la wilaya, en présence de l'ensemble des organismes concer-

nés, dans le but de cerner les attentes des populations, à la lumière desquelles il sera soit procédé à un confortement des programmes actuels de développement, soit à un réajustement de la dynamique de développement, ciblant les zones d'ombre notamment, selon les services de la wilaya.

Présidée par le wali Aboubaker Esseddik Boucetta, la rencontre a été une occasion de débattre, entre autres, des insuffisances enregistrées dans

les régions enclavées, en plus de la nécessité de lancer et d'accélérer le rythme des opérations en cours d'exécution. Le but est également de prendre les mesures nécessaires pour assurer le suivi des travaux, en impliquant le citoyen dans le processus de développement local, à travers les comités de quartiers notamment, afin d'assurer l'examen de la situation sur le terrain de manière participative avec la population, ont précisé les services de la wilaya. **W. B.**

Tébessa

## L'absence de transport en commun irrite les usagers de la gare routière

Des usagers de la gare routière «Hocine Aït Ahmed» située à l'entrée de la ville de Tébessa ont exprimé samedi leur mécontentement devant l'absence de moyens de transport urbain en commun pour desservir cette structure. Ce manque contraint les voyageurs à prendre des taxis à 300 DA la course pour rejoindre cette gare puis se rendre à leurs destinations dans les autres wilayas, ont indiqué certains voyageurs.

Depuis son ouverture en 2016, cette gare

se trouve dans un état «catastrophique», ont affirmé ces usagers qui déplorent également «le manque de sécurité, le défaut d'éclairage, l'inexistence de latrines et de commerces, ajouté à cela les débris qui inondent la gare». Le directeur des transports, Mourad Khelif, a indiqué que les transporteurs ont été redirigés la semaine passée vers la gare routière «Hocine Aït Ahmed» après y avoir mené une large opération de nettoyage sur ordre du wali.

Il a également assuré que «des solutions rapides seront apportées», relevant la disponibilité de taxis collectifs à partir du centre ville et la possibilité de recourir aux transporteurs de la ligne El Hammamet. La gare routière «Hocine Aït Ahmed», réalisée pour plus de 460 millions DA, est entrée en activité en 2016. Sa gestion a été confiée à la Société d'exploitation et de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral).

Yacine N.

Pour une cross-connexion des réseaux AEP et assainissement

## Coupeure de l'alimentation en eau potable dans la zone de «Sefsafa»

Les services de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Mila ont procédé à la suspension de l'alimentation en eau potable dans la région de Sefsafa dans la commune de Grarem Gouga, suite à une cross-connexion des réseaux AEP et assainissement confirmée par les résultats des analyses bactériolo-

giques effectuées, a-t-on appris samedi auprès des responsables de cette société.

«La coupeure de l'approvisionnement en cette ressource vitale est une mesure préventive visant la protection de la santé des habitants de ce groupement de près de 4 000 âmes et la lutte contre les maladies à transmission

hydrique», a précisé à l'APS la chargée de l'information et de la communication de cet établissement Amina Ben Abdedayem.

Elle a ajouté que «les résultats des contrôles effectués récemment sur la qualité de l'eau dans cette région ont décelé sa contamination ce qui impose la suspension de sa distribution, l'iden-

tification de la source de la pollution et la résolution de la problématique avant un retour à la normale» assurant que la population de cette cité est alimentée par des citernes d'eau potable appartenant à l'ADE.

«La vétusté et la détérioration du réseau de distribution d'eau potable dans ce quartier, la réali-

sation de certaines parties des canalisations des eaux usées à proximité des réseaux d'eau potable et l'installation de la plupart des branchements individuels à proximité des avaloirs sont les causes qui ont entraîné une telle situation», a fait remarquer la même source. La même source a fait savoir dans ce même contexte que des efforts sont actuellement déployés par l'équipe technique de l'unité et des services de l'office nationale d'assainissement (ONA) pour la localisation et la réparation des fuites signalées sur les conduites. Des nouvelles analyses seront effectuées sur la qualité de l'eau après les travaux de réparation des fuites avant la décision de reprendre la distribution d'eau, a conclu la même source. **R. S.**

Khenchela

## Saisie de 16 quintaux de viande blanche impropre à la consommation

Seize quintaux de viande blanche impropre à la consommation ont été saisis par les unités du groupement territorial de la gendarmerie nationale de la wilaya de Khenchela, a-t-on appris samedi auprès de la cellule de l'information et de la communication de ce corps de sécurité.

L'opération a été effectuée suite à l'arrestation et la perquisition de deux véhicules uti-

litaires ayant permis la découverte de cette quantité de viandes blanches provenant de l'abattage clandestin, a précisé la même source relevant que la saisie est estimée à 800 000 DA.

Les véhicules transportant la marchandise ne répondant pas aux normes et aux conditions d'hygiène requises ont été saisis et les deux conducteurs arrêtés.

La quantité de viande blanche saisie a été détruite au niveau du Centre d'enfouissement technique (CET) de la commune de Baghai, a souligné la même source, faisant savoir que deux procès-verbaux (PV) ont été établis à l'encontre des conducteurs dont les dossiers ont été transférés à la justice.

T. K.

Relations algéro-marocaines

# Boukadoum : l'action de la diplomatie algérienne tend à l'établissement de passerelles

■ Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a affirmé, samedi à Alger, que l'action de la diplomatie algérienne tend à l'établissement de passerelles, mettant en avant l'attachement de l'Algérie à «ne pas jeter l'huile sur le feu, notamment lorsqu'il s'agit de ses rapports avec le Maroc, pays frère».

Par Ali H.

«**E**n Algérie, toutes les autorités s'attachent à ne pas jeter l'huile sur le feu, notamment lorsqu'il s'agit de nos rapports avec le Maroc, pays frère», a indiqué M. Boukadoum lors d'une conférence de presse conjointe avec le Secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Abou El Gheit, en réponse à une question sur les récentes déclarations du ministre marocain des Affaires étrangères concernant l'Algérie.

Qualifiant les déclarations du ministre marocain de «gesticulations» et de «provocations», le chef de la diplomatie algérienne a déclaré : «J'aurais tant souhaité que le ministre marocain des Affaires étrangères ne verse pas dans ces gesticulations et ces provocations». «Nous n'avons jamais tenu de propos inappropriés concernant le Maroc et le

peuple marocain. Nous établissons nos relations sur l'avenir et non sur les insultes et le langage inconvenant», a-t-il affirmé.

Rappelant à cet égard que l'action de la diplomatie algérienne tend à «l'établissement de passerelles et non à l'élargissement du fossé avec les frères marocains», M. Boukadoum a assuré que les «paroles ne peuvent effacer la vérité. Il existe des résolutions onusiennes claires et une loi internationale concernant la question du Sahara occidental, membre fondateur de l'Union africaine (UA)».

«La position de l'Algérie est constante. Nous n'allons pas avoir des propos désobligeants à l'égard de nos frères marocains», a affirmé le chef de la diplomatie algérienne, ajoutant que les campagnes médiatiques menées contre l'Algérie «sont fomentées. Qu'ils disent ce qu'ils veulent».

Évoquant les pays ayant



ouvert des consulats à Laayoune occupée, M. Boukadoum a fait savoir qu'il aurait aimé voir ces

pays ouvrir des consulats dans la capitale marocaine, Rabat, au lieu de les ouvrir dans une région

où «ils n'ont ni ressortissants ni intérêts».

A. H./APS

Sahara occidental

## Le Front Polisario condamne fermement l'expulsion par le Maroc d'une délégation catalane

Le représentant du Front Polisario aux Nations unies, Sidi Mohamed Omar, a attiré samedi l'attention du Conseil de sécurité de l'ONU sur l'expulsion, vendredi, d'une délégation catalane du Sahara occidental par les autorités marocaines, exprimant une ferme condamnation de cette action illégale.

«Je vous écris pour signaler que, le vendredi 28 février 2020, les autorités marocaines d'occupation au Sahara occidental ont expulsé une délégation de Catalogne, en Espagne», a rappelé M. Sidi Omar dans une lettre adressée au Représentant permanent de la Belgique auprès des Nations unies, président du Conseil de sécurité, Marc Pecksteen de Buytsverve.

«M<sup>me</sup> Susana Segovia, M. Ferran Civit, M. Vidal Aragonés, Mme Guadalupe Moreno, M. Oriol Puig, M. David Minoves, Mme Gemma Aristoy et M. Toni Royo n'ont pas été autorisés à débarquer de l'avion à leur arrivée à l'aéroport d'El Ayoune, la capitale du Sahara occidental occupé, et ont été immédiatement expulsés du territoire», a ajouté le diplomate sahraoui.

Le représentant du Front Polisario aux Nations unies a indiqué que le groupe avait l'intention de constater de visu la situation des droits de l'Homme dans le territoire et de rencontrer des militants sahraouis des droits de l'Homme et de la société civile.

Le 25 février 2020, les autori-

tés d'occupation marocaines ont également expulsé M<sup>me</sup> Ana Sebastian Gascon, une avocate qui s'est rendue sur le territoire pour assister, en tant qu'observatrice de l'Ordre des avocats espagnols, au procès d'un militant sahraoui des droits de l'Homme.

«Je voudrais porter à votre attention et à celle des membres du Conseil de sécurité notre ferme condamnation de cette action illégale, qui est un autre épisode des tentatives continues du Maroc de maintenir les territoires occupés du Sahara occidental hors de portée des obser-

vateurs internationaux et des journalistes étrangers», a dénoncé M. Sidi Omar.

Et d'ajouter : «Comme nous l'avons signalé à plusieurs reprises, les expulsions répétées par le Maroc d'observateurs internationaux du Sahara occidental occupé partagent un objectif commun, qui n'est autre que de cacher les crimes odieux perpétrés par les forces d'occupation marocaines contre les civils sahraouis».

«Ce qui rend la situation encore plus alarmante, c'est que toutes les pratiques répressives et terroristes poursuivies systé-

matiquement par les forces d'occupation marocaines contre les civils sahraouis se déroulent dans le cadre d'une interdiction totale des médias imposée au Sahara occidental occupé. Comme le Secrétaire général de l'ONU l'a indiqué dans son rapport S/2019/787 du 2 octobre 2019 (par.68), des journalistes, avocats, blogueurs et défenseurs des droits de l'Homme sahraouis couvrant des violations des droits de l'Homme dans le territoire sont harcelés et arrêtés arbitrairement», a-t-il souligné.

Le Secrétaire général de l'ONU a maintes fois insisté sur le

fait qu'un suivi impartial, complet et soutenu de la situation des droits de l'Homme est nécessaire pour assurer la protection de tous les habitants du Sahara occidental, a insisté M. Sidi Omar, soutenant qu'«il est donc impératif que le Conseil de sécurité exerce les pressions nécessaires sur le Maroc pour que les observateurs des droits de l'Homme des Nations unies et les observateurs internationaux obtiennent un accès complet, sans entrave et continu au Sahara occidental occupé».

Mondji K.

Règlement de la crise libyenne

## Les pourparlers s'achèvent «sans résultats» à Genève

à Genève», a dit M. Salamé.

Les pourparlers politiques libyens qui se sont tenus sous l'égide de l'ONU ont été lancés mercredi, sans la participation des belligérants (le maréchal Khalifa Haftar et le gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez el-Sarraj) mais en présence d'une vingtaine de personnalités indépendantes et des acteurs de la société civile.

M. Salamé a accusé les deux camps de ne pas tenir leurs engagements, dénonçant des «mensonges» par le camp Haftar qui accuse l'ONU d'avoir imposé certains délégués représentant le Parlement de l'Est.

«Les 13 représentants du Parlement de Tobrouk ont été élus démocratiquement et sans l'intervention de l'ONU (...) nous avons adopté une seule méthode de travail qui a été appliquée aux deux Conseils», a expliqué le représentant de l'ONU. «L'ONU a exécuté à la lettre ce qu'elle avait promis et je n'accepterai

aucune critique à ce niveau-là», a-t-il insisté. En revanche, il a annoncé la tenue prochaine d'un nouveau cycle de pourparlers politiques le mois prochain, sans donner de date précise.

Les pourparlers politiques ont suivi l'achèvement d'un deuxième tour des pourparlers de la Commission militaire conjointe (JMC), parrainés par l'ONU, sur la Libye entre les parties en conflit.

L'Envoyé onusien a souligné que la recherche de solutions à la crise libyenne dépend de la poursuite des négociations «militaires, économiques et politiques» sur trois voies différentes mais parallèles.

«Par conséquent, j'invite toutes les parties à respecter l'accord conclu le 12 janvier», a déclaré M. Salamé. En effet, un cessez-le-feu a été conclu en janvier dernier, mais la trêve a été régulièrement violée.

Saléha B.



Israël

# Netanyahu joue la carte de l'annexion à la veille des élections

■ Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis hier une annexion rapide de la vallée du Jourdain et de colonies en Cisjordanie occupée, tentant de mobiliser ses appuis de droite à la veille d'élections cruciales à sa survie politique.

Par Rosa C.

**M** Netanyahu, inculpé pour corruption dans une série d'affaires, a fait de l'annexion de pans de la Cisjordanie sa priorité en cas de victoire aux élections, a-t-il affirmé dans une interview à la radio publique hier matin. «Ce ne sera qu'une question de semaines, deux mois maximum j'espère», a soutenu M. Netanyahu lors de ce sprint d'entretiens à la veille des législatives, les troisièmes en moins d'un an en Israël après deux scrutins n'ayant pas réussi à le départager de son principal rival, le centriste Benny Gantz. Selon les dernières projections, le Likoud (droite) de Benjamin Netanyahu et la formation centriste Kahol Lavan («Bleu-blanc», couleurs du drapeau israélien) obtiendraient 33 sièges chacun

sur les 120 de la Knesset, le Parlement, un score quasi identique aux derniers scrutins.

Et en comptant leurs alliés respectifs – la droite et les partis religieux pour M. Netanyahu, le centre-gauche pour M. Gantz –, aucun des deux grands blocs ne réunirait suffisamment d'appuis pour former un gouvernement, selon ces sondages.

Alors que les indécis sont peu nombreux parmi les électeurs, MM. Netanyahu et Gantz tentent cette semaine de mobiliser leur base électorale respective dans l'espoir de gagner quelques sièges supplémentaires et ainsi obtenir du président Reuven Rivlin le mandat de former le prochain gouvernement. Car la grande inconnue demeure le taux de participation. D'autant plus que, dans cette joute pour convaincre les électeurs de se rendre aux urnes, une surprise



P. N. A. D. R.



## Commentaire

### Constitution

Par Fouzia Mahmoudi

**C**ela faisait plusieurs semaines déjà que dans l'opposition l'on avait prédit le recours inévitable du gouvernement au 49-3 pour faire passer en force la réforme des retraites, unanimement critiquée par tous les partis d'opposition ainsi que par une très large portion de la population française. Ainsi donc, l'annonce d'Édouard Philippe d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution pour faire passer son projet de loi sur la réforme des retraites, ce samedi, si elle n'a pas surpris, a tout de même provoqué son lot, attendu, de réactions sur la scène politique. L'opposition de gauche a annoncé d'emblée son intention de déposer une motion de censure du gouvernement, qui n'a toutefois aucune chance d'être adoptée. Jean-Luc Mélenchon, de La France insoumise, a condamné un procédé «particulièrement fourbe». Le président du groupe LFI à l'Assemblée nationale a confirmé le dépôt d'une motion de censure avec les communistes et probablement les socialistes. Une information confirmée par un député de la France insoumise, qui annonce une mesure commune de toute la gauche. Un peu plus tard, Jean-Luc Mélenchon a également appelé «à manifester de toutes les manières possibles», «dans le respect de la loi et de la tranquillité publique». Marine Le Pen, présidente du Rassemblement National, a dénoncé un «coup de force». «Ils se servent de l'angoisse et de l'inquiétude des Français sur la crise du coronavirus pour pouvoir faire passer ce qui représente un coup de force, sachant qu'ils ont refusé de soumettre cette réforme des retraites à un référendum», a-t-elle estimé. Elle a précisé que sa formation politique voterait «toutes les mentions de censure», qu'elles émanent de la droite comme de la gauche. Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, a parlé d'une «méthode inacceptable». «Ce qui me surprend, c'est que le même Conseil des ministres qui a autorisé le 49-3 est celui consacré au coronavirus. La méthode est surprenante. Car visiblement pas même les secrétaires d'État n'ont été prévenus et encore moins les députés de la majorité. C'est d'autant plus inacceptable que la Conférence de financement n'est pas terminée et incompréhensible que le texte n'est pas prêt. Son adoption n'aura pas d'effet immédiat, pas avant 2022». «Ce recours au 49-3 est une nouvelle preuve de faiblesse de la part du Premier ministre !», a lancé de son côté Christian Jacob, président des Républicains. «En catimini, un samedi après-midi, (le gouvernement) ajoute la lâcheté à sa solitude. Une nouvelle bataille s'ouvre : celle de la reconquête de ce pouvoir qu'ils nous volent», s'est exprimé de son côté le député François Ruffin (LFI), sur Twitter. Mais les réactions les plus importantes à ce coup de force du gouvernement d'Édouard Philippe seront certainement celles des manifestants, qui, à chaque appel des syndicats, étaient présents au rendez-vous pour exprimer leurs désaccords et leurs mécontentements, même si à ce stade l'on imagine mal un recul du pouvoir qui pour imposer sa réforme a choisi la force à la négociation. F. M.

s'est invitée: le coronavirus.

Sept cas ont été confirmés jusqu'à présent en Israël, mais les autorités ont mis en garde contre la propagation de «fausses nouvelles» sur Internet ou par SMS qui pourraient décourager des électeurs de se rendre aux urnes par crainte de contamination.

A l'approche des législatives de septembre, M. Netanyahu avait déjà promis l'annexion «immédiate» de la vallée du Jourdain, bande de terre stratégique comptant pour 30 % de la Cisjordanie occupée, en cas de victoire électorale. Mais en janvier, un élément clé a changé dans ce dossier : le dévoilement du projet américain pour le Proche-Orient qui prévoit justement l'annexion de la vallée du Jourdain et des colonies israéliennes, des mesures contraires au droit international et rejetées en bloc par l'ensemble de la classe politique palestinienne, des laïques du Fatah aux islamistes du Hamas. Le Premier ministre israélien a d'ailleurs

confirmé hier que le comité «israélo-américain» en charge d'établir la cartographie précise des Territoires palestiniens qu'Israël souhaite annexer, avait «commencé ses travaux la semaine dernière». Plus de 450 000 personnes vivent dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée. La population des colonies a bondi de près de 50 % au cours de la dernière décennie marquée par la présence ininterrompue de Benjamin Netanyahu au pouvoir, selon les autorités. M. Netanyahu – qui tente de mobiliser son électorat de la droite nationaliste et favorable aux colonies pour une élection qui s'annonce serrée selon les derniers sondages – a multiplié au cours des deux dernières semaines les annonces de projets d'habitations dans les colonies en Cisjordanie, mais aussi à Jérusalem-Est, territoire déjà annexé par l'Etat hébreu. Le projet pour le Proche-Orient présenté par le président américain Donald Trump prévoit de faire de Jérusalem la capitale «indivi-

sible» d'Israël, au grand désarroi des Palestiniens qui veulent faire de la partie orientale de la ville la capitale de leur futur Etat. Dans la foulée du «Plan Trump», les Palestiniens suivent «avec un très grand intérêt» la campagne électorale israélienne, a souligné Jihad Harb, analyste politique palestinien.

«Côté palestinien, il y a un désir de voir du changement au sein du leadership israélien qui pourrait ranimer le processus de paix israélo-palestinien, au point mort depuis des années», a ajouté M. Harb.

Ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, Benny Gantz soutient le projet américain pour le Proche-Orient et prône la ligne dure face aux islamistes du Hamas qui contrôlent la bande de Gaza, enclave palestinienne de deux millions d'habitants.

Mais le rival de M. Netanyahu a aussi plaidé pour un dialogue avec les Palestiniens et son parti compte moins de soutiens dans le mouvement procolonies.

R. C.

## Russie/Turquie

### Moscou appelle Ankara à «intervenir» après l'«arrestation» de journalistes de Sputnik

**L**a Russie a appelé, hier, les autorités turques à «intervenir» après l'«arrestation» de trois collaborateurs du média Sputnik sur fond de tensions russo-turques sur la Syrie. «Des groupes organisés de personnes ont simultanément attaqué les appartements de nos trois employés à Ankara. Il y avait une dizaine de personnes dans chaque», a indiqué la rédactrice en chef du groupe auquel appartient Sputnik, Margarita Simonian, sur Telegram. Selon

elle, leur rédaction n'a pas eu de contact avec les trois collaborateurs depuis plus de neuf heures. Le ministère russe des Affaires étrangères a appelé les autorités turques à «intervenir et à assurer la sécurité des journalistes des médias russes» dans le pays. Selon l'antenne turque de l'ONG Reporters sans frontières (RSF), les trois personnes, deux journalistes et un traducteur, se sont rendus à un poste de police pour porter plainte à propos des attaques, mais les

policiers leur ont répondu qu'ils «les cherchaient pour les interroger à propos d'un article». L'OSCE a «condamné» sur Twitter «les menaces et la tentative d'attaque» contre les journalistes de Sputnik en Turquie et «appelé les autorités à assurer la sécurité des correspondants étrangers». Cet incident intervient alors que la tension s'est exacerbée entre Moscou et Ankara à la suite de l'escalade des tensions en Syrie, où les deux pays soutiennent des camps opposés. R. I.



Festival de la musique et de la chanson kabyles

# Un hommage sera rendu à l'artiste Djamilia

■ La onzième édition du Festival local de la musique et de la chanson kabyles s'annonce festive. Trente-huit artistes prennent part à cette édition qui débutera jeudi prochain au théâtre régional de Béjaïa. Un hommage sera rendu à l'artiste Djamilia décédée récemment, en présence de la star Malika Domrane, selon le commissaire de la manifestation.

Par Abia Selles

Quelque trente-huit artistes ont été retenus pour animer à Béjaïa la onzième édition du Festival local de la musique et de la chanson kabyles, dont le coup d'envoi est prévu jeudi après-midi au théâtre régional de la ville, a annoncé le commissaire de la manifestation Abdi Yazid, plus connu sous son nom d'artiste «Azifas».

L'essentiel des participants sera représenté par la gente féminine, qui au-delà de l'évènement, a été privilégiée en raison de la coïncidence de cette rencontre avec les festivités du 8 mars, célébrant la Journée de la femme et qui, hasard du calendrier, a été choisie pour y accueillir la cérémonie de clôture.

Plusieurs autres artistes ont fait acte de candidature pour y prendre part, mais il n'a pas été possible de prendre l'ensemble à cause des moyens limités alloués à cette édition, a-t-il expliqué, précisant, qu'à ce titre, «la manifestation n'a été dotée que de 4 millions de DA, dont 3 accordés par le ministère de tutelle et un de l'Onda».

Cette enveloppe paraît «modeste», au regard des ambitions et de l'impact du festival, lequel, au-delà de son aspect



divertissant, est entrevu comme un creuset d'expression pour les talents et autres artistes de la région et «une opportunité offerte à chacun pour confirmer ou s'affirmer», dira, à ce propos, le

chanteur Boudjemaa Agraw.

Pour autant, en attendant la concrétisation d'une promesse de la municipalité de Béjaïa pour apporter sa contribution, mais sans en préciser la nature, les

organiseurs restent très optimistes pour en faire un grand succès. A ce titre, il est annoncé l'organisation durant ces quatre journées de pas moins de six plateaux, dont deux à l'extérieur

de la grande salle du théâtre en guise d'animation de proximité, une ouverture avec des spectacles de rues, notamment des chants et danses folkloriques et l'implication à l'ambiance générale de toutes figures montantes de la chanson locale.

Il s'agit, entre autres, de Thanina, Drifa Hennad, Samy, Nesrine, Wissam et de Cyrta, avec la présence, à titre exceptionnel, de la star Malika Domrane, invitée expressément pour venir rendre hommage à feu l'artiste Djamilia, décédée récemment au bout d'une carrière flamboyante. Le ballet de danse de la maison de la culture est attendu également pour donner plus d'éclat à l'évènement.

Loupée en 2019, en raison de la conjoncture sociopolitique du pays, cette édition revêt un caractère de «rattrapage», a souligné le directeur de la culture de la wilaya de Bejaïa, qui se réjouit de son retour dans le paysage culturel et artistique de la région et sa pérennisation en son sein.

Il est à noter que l'édition étant cette fois-ci rendue payante, avec des tarifs d'accès à 200 dinars, et une remise de 50 % pour les étudiants, alors que la gratuité sera accordée aux personnes aux besoins spécifiques.

A. S.

## Journées cinématographiques du court métrage amateur Saïda accueille les participants

Le coup d'envoi des Journées cinématographiques nationales du court métrage amateur a été donné samedi après-midi à la maison de culture Mustapha-Khalaf de Saïda, avec la participation 21 jeunes amateurs du 7<sup>e</sup> art de 11 wilayas du pays.

La première journée de la manifestation cinématographique, qui s'étale sur quatre jours, s'est illustrée par la présentation de courts métrages qui participent au concours du meilleur film afin de décrocher le prix «Aigle d'art».

Le public a assisté à la projection de deux courts métrages amateurs en cette première journée, respectivement «Larbi Rabie» du réalisateur El-Hadi Ghezouli, de la wilaya de Tindouf, et «Amana» du réalisateur Bouarfa Mohamed, de la wilaya de Saïda.

Les Journées cinématographiques natio-

nales du court métrage amateur, organisées par la maison de culture en coordination avec la coopérative «El-Djouhara» sous le slogan «Jeunes, vous êtes l'innovation», ont programmé 21 produits cinématographiques concourant dans cette manifestation qui est à sa première édition.

Le directeur de la maison de culture, Mohamed Zaoui, a déclaré à l'APS que «cette manifestation nationale permettra d'ouvrir un espace aux jeunes pour faire connaître leurs produits cinématographiques, découvrir les jeunes talents et les accompagner et de susciter chez eux l'esprit d'innovation». Cette manifestation artistique se poursuivra avec la projection de courts métrages dont, notamment, «Doomia» du réalisateur Lott Amine, «Trois cafés» de Bachir Aimer, «Soug Ellil» de Chakhnaba Kheir-Eddine, «Domino» et «Le

défi» de la réalisatrice Fatima-Feriel Khelifa, entre autres.

Deux ateliers de formation sont programmés au cours de la manifestation au profit des jeunes amateurs de cinéma sur «la réalisation cinématographique» et «l'écriture de scénario» qui seront encadrés par deux professeurs spécialisés dans le domaine du cinéma, Noureddine Haddou et Moulay Ahmed. Une conférence intitulée «Le cinéma et la société» est également au programme des Journées cinématographiques nationales du court métrage amateur et sera animée par Cherif Boumediene de l'université de Saïda. Plusieurs wilayas participent à cette manifestation dont Annaba, Skikda, Setif, Ain Defla, Tindouf, Sidi Bel-Abbès, Tébessa, Relizane, Naâma et Tiaret.

M. K.

## Théâtre pour enfants

### La générale de la pièce «Ghabatouna» présentée au public

La Maison de jeunes de la ville de Khemisti (Tissemsilt) a accueilli samedi la générale de la pièce théâtrale pour enfants «Ghabatouna» (Nôtre forêt), jouée par la troupe «Les Amis de la Scène» relevant de l'association culturelle locale «Lou'loua» (la perle).

Cette nouvelle création, écrite et mise en scène par Wahid Metahri, s'articule autour de trois personnages égarés dans une

forêt, lesquels s'adonnaient à des actes répréhensibles dans cet espace naturel, détruisant les branches des arbres et polluant l'endroit.

Ces agissements nuisibles à l'environnement provoquent aussitôt la colère des animaux vivant dans la forêt, qui décident de réagir pour défendre leur milieu naturel.

L'auteur, à travers cette pièce qui dure près d'une heure, trans-

met un message en direction des enfants pour les sensibiliser à l'importance de la protection de l'environnement.

«Ghabatouna» sera bientôt à l'affiche de plusieurs établissements culturels et de jeunes de la wilaya de Tissemsilt, notamment durant les prochaines vacances scolaires, a indiqué le président de l'association culturelle «Lou'loua», Abderrahmane Boudoumi.

Il a également fait savoir que cette œuvre est la cinquième production à voir le jour depuis la création de la troupe des «Amis de la Scène» il y a six années.

L'association s'attelle, en outre, aux préparatifs d'un concours de la meilleure œuvre théâtrale afin de promouvoir les jeunes talents parmi les troupes amateurs de la wilaya de Tissemsilt.

L. B.

## AGEND'ART

**Restaurant Marmita (rue Errazi, Oran)**

**Jusqu'au 5 mars :**

Exposition de photographies de rue intitulée «Chawari3» (Les rues) dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition des journées de la photo d'Oran.

**Musée d'art moderne d'Oran**

**Jusqu'au 4 mars :**

Exposition «Entre mer et terre», de l'artiste espagnol Julio Lozano Pizzano.

**Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)**

**Jusqu'au 13 mars :**

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

**Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)**

**Jusqu'au 15 mars :**

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guita,

Abdelhadi Talbi, Hachemi Ameur, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalaoui, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.

**Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih**

**Jusqu'au 10 mars :**

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaouni.



Ligue 2 (21<sup>e</sup> journée)  
**La JSMS et la WAT**  
**côte à côte**

**LA JSM SKIKDA**, vainqueur en déplacement chez l'Amel Boussaâda (0-1), a été le plus grand bénéficiaire de la 21<sup>e</sup> journée de la Ligue 2 algérienne de football, clôturée samedi, car elle rejoint à la deuxième place du classement le WA Tlemcen, tenu en échec à domicile par le leader, l'Olympique de Médéa (0-0), au moment où dans le bas du tableau la JSM Béjaïa est sortie gagnante de son duel direct pour le maintien face à l'USM El Harrach (2-0). Mais encore une fois, c'est probablement la JSMS qui a réalisé la meilleure opération du week-end, en négociant on ne peut mieux son périlleux déplacement au stade Abdelatif Mokhtar, duquel elle a réussi à revenir avec les trois points de la victoire, grâce à un but signé Merzougui à la 63'. Un précieux succès à l'extérieur qui permet aux Noir et Blanc de se hisser sur la deuxième marche du podium avec 36 points, soit avec autant d'unités que le WA Tlemcen, qui de son côté a été accroché par le leader Olympique de Médéa (0-0), dans son antre même Chahid Akid Loffi. Là encore, il s'agit d'un bon résultat en déplacement, qui permet à l'OM de conserver sa première place avec 38 unités. L'autre bonne affaire du jour est à mettre à l'actif de la JSM Béjaïa, qui a remporté son duel direct pour le maintien face à la lanterne-rouge, l'USM El Harrach, qu'elle a assez facilement dominé (2-0), grâce notamment à un «CSC» du défenseur central, Abdet (13'), avant que Khellaf ne double la mise à la 29'. Une importante

victoire qui permet au club de Yemma Gouraya de rejoindre le DRB Tadjenanet à la 13<sup>e</sup> place, avec 24 points, au moment où l'USMH reste scotchée à la dernière place, avec seulement 19 unités au compteur. Le deuxième club de Béjaïa, le MOB, a été moins chanceux, puisqu'il s'est incliné (1-0) au stade Messaoud-Zougar d'El Eulma, alors que l'OM Arzew a attendu l'ultime seconde du temps additionnel pour battre l'USM Annaba (1-0). Les cartons du jour sont à mettre à l'actif du RC Relizane et du RC Arbaâ, ayant respectivement atomisé l'AS Khroub (4-1) et le DRB Tadjenanet (4-0). Les buts du RCA ont été inscrits par Bouziane (32'), Laribi (89') et surtout Amiri, qui avait réussi le doublé aux 30' et 40'. Côté RCR, les réalisations ont été l'œuvre de Zidane (7'), Bouazza (23'), Seguer (31') et Aoued (87'), alors que Baiod avait réduit le score pour l'ASK à la 63'. Le bal de cette 21<sup>e</sup> journée s'était ouvert jeudi, avec un chaud duel dans la région Ouest, entre l'ASM Oran et le MC Saïda, et le score a finalement tourné à l'avantage des Asémistes (1-0). Un but unique, signé Benrokia (90'+3) et qui avait permis à l'ASMO de s'emparer provisoirement de la 4<sup>e</sup> place, avant de glisser à la 7<sup>e</sup>, après le déroulement des autres matchs de la journée.

	Pts	J
1). O	39	21
2). WAT	36	21
-). JSMS	36	21
4). RCA	35	21
5). RCR	33	21
-). MCEE	33	21
7). ASMO	32	21
8). ASK	29	21
9). USMA	26	21
-). AB	26	21
11). MCS	25	21
-). OMA	25	21
13). DRBT	24	21
-). JSMB	24	21
15). MOB	21	21
16). USMEH	19	21

**Résultats et classement :**

JSMB-USMH	2-0
OMA-USMA	1-0
MCEE-MOB	1-0
RCR-ASK	4-1
RCA-DRBT	4-0
WAT-OM	0-0
ABS-JSMS	0-1
ASMO-MCS	1-0

Handball/Tournoi de qualification olympique  
**L'EN en stage à Alger**

**LA SÉLECTION** algérienne de handball messieurs a entamé, samedi à Alger, un stage de préparation de cinq jours, en prévision du Tournoi de qualification olympique (TQO N.3), prévu du 17 au 19 avril à Berlin (Allemagne). Pour ce stage de reprise après la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020) disputée en janvier dernier en Tunisie où l'Algérie avait pris la 3<sup>e</sup> place, le sélectionneur national, le Français Alain Portes, a convoqué 19 joueurs évoluant dans le Championnat local, dont six éléments du GS Pétroliers et six autres du CR Bordj Bou Arréridj. L'Algérie avait pris la 3<sup>e</sup> place de la CAN-2020, qualificative au TQO, en s'imposant devant l'Angola 32-27 en match de classement, alors que l'Egypte a

remporté le tournoi devant la Tunisie (27-23).

**L**es boxeurs algériens, Mohamed Flissi (52 kg) et Younes Nemouchi (75 kg), qualifiés aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo (Japon), ont décroché la médaille d'or, vendredi soir lors de finales du tournoi pré-olympique qui se déroule à la salle Arena de Dakar (Sénégal). Flissi s'est imposé en finale devant le Zambien Chinyemba Patrick (3-2), alors que son compatriote Nemouchi a battu le Congolais Tshama Mwenekabwe David (4-1). De leur côté, Chouaib

Ligue 1 (20<sup>e</sup> journée)  
**Le CRB solide leader,**  
**l'ESS sur le podium**

■ Le CR Belouizdad, qui a battu la JSK (3-1) pour le compte de la 20<sup>e</sup> journée du Championnat de Ligue 1, a conforté sa place de leader, alors que ses poursuivants directs, dont le MCA tenu en échec par le MCO (1-1), ont raté une belle occasion de réduire l'écart.

Par Mahfoud M.

**L**es Belouizdadis, qui l'avaient emporté à l'aller face à cette même formation kabyle sur le score de (3-0), ont plié le match en première mi-temps, en inscrivant trois buts par Belahouel (11', sur penalty), Bouchar (42'), Souibaa (45'+2'), avant que Hamroune (70', sur penalty) ne réduise l'écart pour les Canaris. A la faveur de cette large victoire, le CRB (39 points) conforte sa place de leader et prend cinq points d'avance sur le MCA (2', 34 points) et six sur l'ESS (3', 33 pts). Tenu en échec (1-1), le MC Alger a raté l'occasion de réduire l'écart sur le CRB. Les Rouge et Vert ont pourtant ouvert le score en début de match par Frioui (15'), avant de laisser les Hamraouas contrôler le match en ratant, notamment, un penalty à la 43<sup>e</sup> minute. En deuxième mi-temps, les protégés de Mecheri Bachir sont parvenus à égaliser par Moutrani (72') et ont même raté l'occasion de remporter le match sur un tir repoussé par le poteau droit du gardien du MCA. La bonne opération de la journée est à mettre au profit de l'ES Sétif, vainqueur du NA Hussein-Dey (2-0), qui déloge la JSK de la troisième place du podium avec 33 points. La victoire de l'ESS a tardé à se dessiner, avant que Laouafi (55') et Berbache (76') ne réussissent à débloquer la situation en deuxième mi-temps. De son côté, le CS Constantine qui restait sur une victoire en déplacement devant le CA Bordj Bou Arréridj (3-1), a été tenu en échec à domicile par le NC Magra (1-1), ratant l'occasion de se rapprocher du peloton de tête et reste scotché à la 5<sup>e</sup> place avec 30 points. Juste derrière, la JS Saoura a infligé une troisième défaite consécutive à l'USM Alger, en s'imposant par 1 à 0, grâce à Elmammeri juste avant la pause. A la faveur



Les gars de Laâkiba intraitables

de cette précieuse victoire, la JSS (29 points) occupe la 6<sup>e</sup> place avec le MC Oran. Dans le bas du classement, l'AS Ain M'illa a battu le CA Bordj Bou Arréridj (2-0) dans un match disputé à huis clos et prend sa revanche sur son adversaire du jour, après l'élimination en huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie (3-1). Grâce à ce succès, l'AS Ain M'illa (26 pts) remonte à la huitième place du classement aux côtés de l'USM Bel Abbès, battue à domicile par l'US Biskra (0-1). Jeudi, en ouverture de la 20<sup>e</sup> journée, le Paradou AC s'est imposé devant l'ASO Chlef (1-0), au stade Mohamed-Boumezzrag de Chlef. Avec cette victoire en

déplacement, le PAC occupe la 10<sup>e</sup> place en compagnie de l'USM Alger avec un total de 25 pts. Le PAC compte un match en retard à jouer contre le MC Alger. Cette rencontre a été avancée à jeudi pour permettre aux deux équipes de disputer les matches en retard des 1/8<sup>e</sup> de finale de la Coupe d'Algérie prévus mardi prochain.

M. M.

**Résultats et classement :**

ASO- PAC	0-1
ASAM- CABBA	2-0
CRB-JSK	3-1
USMBA-USB	0-1
ESS-NAHD	2-0
CSC- NCM	1-1
MCA-MCO	1-1
JSS- USMA	1-0

	Pts	J
1). CRB	39	20
2). MCA	34	19
3). ESS	33	20
4). JSK	32	20
5). CSC	31	20
6). MCO	29	20
-). JSS	29	20
8). USMBA	26	20
-). ASAM	26	20
10). PAC	25	19
-). USMA	25	20
12). ASOC	24	20
13). CABBA	22	20
14). USB	21	20
15). NCM	19	20
16). NAHD	16	20

Boxe/Tournoi pré-olympique (finales)

**L'or pour Flissi et Nemouchi**

Bouloudinats (+91 g) et Abdelhafid Benchebla (91 kg), qualifiés également aux JO 2020, se sont contentés de la médaille d'argent. Bouloudinats a perdu en finale devant le Camerounais Yegnon Njeyo Maxime (4-1), alors que Benchebla a déclaré forfait face au Marocain Baala Younes. Samedi, la dernière journée du tournoi pré-olympique de Dakar a vu le déroulement des finales en présence des Algériens Româissa Boualem (51 kg), Imane Khelif (60 kg) et

Mohamed Houmri (81 kg). Sept boxeurs algériens dont deux dames ont arraché leur billet pour les JO-2020 de Tokyo. Il s'agit de Mohamed Houmri (81 kg), Chouaib Bouloudinats (+91 kg), Mohamed Flissi (52 kg), Younes Nemouchi (75 kg) et Abdelhafid Benchebla (91 kg) chez les messieurs. De leur côté, les dames algériennes ont arraché deux qualifications historiques aux JO grâce à Româissa Boualem (51 kg) et Imane Khelif (60 kg). En revanche, Yahia Abdelli (63 kg),

Chemseddine Kramou (69 kg), Oussama Mordjane (57 kg), Fatima-Zahra Senouci (57 kg) et Sara Kali (69 kg), ont été éliminés dans les premiers tours. Chez les messieurs, les trois premiers valideront leur billet aux JO de Tokyo, excepté les catégories de 91 et +91 kg qui verront la qualification des finalistes seulement. Chez les dames, les finalistes seront qualifiées, sauf pour la catégorie des 51 kg où les trois premières valideront leur billet aux JO-2020.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tribunal de Dar El Beida

## Le journaliste Fodil Boumala acquitté

**LE JOURNALISTE** Fodil Boumala, en détention provisoire depuis le 19 septembre 2019 pour «atteinte à l'unité nationale» et «affichage de tracts portant atteinte à l'intérêt national», a été acquitté dimanche par le tribunal de Dar El Beida. Le juge a

acquitté Fodil Boumala de toutes les charges retenues contre lui. Dimanche dernier, le procureur près le tribunal de Dar El Beida avait requis une peine d'un an de prison ferme à l'encontre de Boumala et une amende de 100 000 DA. **FB.**

Accès au Lac Mezaïa à Béjaïa

## Le mouvement associatif local en colère

**LE MOUVEMENT** associatif de la commune de Béjaïa est revenu à la charge lors d'un nouveau rassemblement devant le Parc «Ali Vava» de Béjaïa situé à l'intérieur du Lac Mézaïa. Une vingtaine d'associations de la commune de Béjaïa ont pris part à ce mouvement de protestation qui a mobilisé grand monde soit plus que la fois passée afin d'exiger une commission d'enquête sur l'attribution de cet espace à un exploitant qui a créé un parc d'attractions à l'intérieur du Lac qui est classé parmi les 50 zones humides du pays.

Les mécontents exigent le respect de la convention de Ramsar portant protection des zones humides d'autant que celle-ci draine des milliers d'oiseaux par an. Les mécontents s'insurgent contre le fait que le concessionnaire ait imposé un accès payant au Lac, ce qu'ils considèrent injuste. Il est utile de noter que la création d'un Parc d'attractions a été effectuée conformément à un acte de concession et d'exploitation du Lac relevant des services des forêts de la wilaya sur une très longue durée. Les citoyens

de Béjaïa exigent une commission d'enquête afin de déterminer comment le concessionnaire a obtenu l'exploitation du parc. Ils réclament la fin du monopole sur ce lieu qui draine des charges sur le peuplement, se reposer un moment, faire du sport, etc. Des slogans hostiles à l'exploitant ont été scandés par les protestataires exigeant la révision des conditions de concession de ce parc ou de ce Lac qui est une zone humide protégée, selon la convention de Ramsar dont l'Algérie avait ratifiée le 04 mars 1984.

Pour eux, les Béjaouis s'y rendaient, autrefois, pour apprécier le Lac et les espèces d'oiseaux qui le peuplent, se reposer un moment, faire du sport, etc. Des slogans hostiles à l'exploitant ont été scandés par les protestataires exigeant la révision des conditions de concession de ce parc ou de ce Lac qui est une zone humide protégée, selon la convention de Ramsar dont l'Algérie avait ratifiée le 04 mars 1984.

«Dégage Ali Baba v'gayet machi dhaglat», «Sarek ezawali Ali baba», «El park dyalna endirou rayana», «edkhala batel machi bedrahem», «Klitou lebled ya serakine», «Ali Baba dégage». Les manifestants se sont donnés rendez-vous pour la semaine prochaine si les choses restent en l'état.

**Hocine Cherfa**

Ksar-el-Boukhari

## Un réseau de trafic de psychotropes neutralisé

**UN RÉSEAU** de trafic de psychotropes a été neutralisé récemment par les éléments de brigade de recherche et d'intervention (BRI) de Ksar-el-Boukhari, sud de Médéa, et une importante quantité de comprimés psychotropes a été récupérée, a-t-on appris dimanche auprès de la sureté de wilaya. Cette opération est la troisième du genre, menée par différents services de police de la wilaya de Médéa, depuis le début de l'année, a-t-on rappelé, précisant que la neutralisation du réseau, qui activait au niveau de la localité de Ksar-el-Boukhari, est intervenue suite à l'exploitation par les éléments de la BRI de renseignements faisant état d'un trafic de psychotropes conduit par des récidivistes. Neuf individus impliqués dans ce trafic ont été appréhendés, dans le sillage

de l'enquête déclenchée par les éléments de la BRI qui ont saisi, lors de la perquisition du domicile de l'un des membres de ce réseau, de pas moins de 2000 comprimés psychotropes, ainsi que des armes blanches et une somme d'argent provenant de la vente de ces psychotropes, a indiqué la même source. Un réseau similaire avait été démantelé, à la mi février passé, au niveau de la ville de Berrouaghia, est de Médéa, conduisant à l'arrestation de 14 personnes, parmi lesquelles un médecin et un pharmacien, qui facilitaient l'approvisionnement des membres de ce réseau en comprimés psychotropes, destinés à alimenter les milieux de la petite délinquance au niveau de plusieurs quartiers de Berrouaghia et Médéa, a-t-on rappelé de même source. **M. O.**

## Relance du projet de la société laitière En Algérie



Affaires de montage automobile et financement de la campagne électorale

## Reprise du procès en appel de Ouyahia et Sellal à la cour d'Alger

■ *Le procès en appel dans les deux affaires relatives au dossier de montage automobile et au financement occulte de partis politiques et de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril 2019, dans lesquelles sont poursuivis les deux anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, a repris hier à la cour d'Alger.*

Par Slim O.

**A**ppelé à la barre, et interrogé sur sa passivité vis-à-vis du cahier de charges sur le montage de véhicules élaboré par Bouchouareb, Sellal a répliqué qu'il voulait l'enlever et même enlever Bouchouareb, mais qu'il " n'a pas pu ". Questionné par le juge sur les raisons de sa non démission, il répondit qu'un autre haut responsable a tenté de réagir, et la réaction a été de l'écartier et de mettre son fils en prison. De plus, il a déclaré qu'il n'était que Premier ministre, qui ne faisait qu'appliquer les décisions de Bouteflika, qu'il a en outre souhaité voir convoquer comme témoin.

Ce procès, impliquant également d'anciens ministres de l'Industrie et des hommes d'affaires, avait été reporté mercredi dernier à la demande de la défense des accusés. Il intervient suite à l'appel interjeté par le parquet et le collectif de défense contre le

verdict prononcé, le 10 décembre 2019, par le tribunal de Sidi M'hamed, condamnant, notamment, les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia à une peine de 15 ans de prison ferme assortie d'une amende de deux millions de DA, avec confiscation de tous ses biens, et Abdelmalek Sellal, à une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million DA. Dans la même affaire, les anciens ministres de l'Industrie et des Mines, Abdesslem Bouchouareb a été condamné à une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende avec émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre, Youcef Youfifi d'une peine de 10 ans de prison ferme, et Mahdjoub Bedda d'une peine de 10 ans de prison ferme. Ont été condamnés également l'ancienne ministre et wali Nouria Yamina Zerhouni à une peine de 5 ans de prison ferme, les hommes d'affaires Ahmed Mazouz à une peine de 7 ans de prison ferme avec confis-

cation des fonds saisis, Hassan Larbaoui à une peine de 6 ans de prison ferme avec confiscation des fonds saisis, et Mohamed Bairi à une peine de 3 ans de prison ferme. Le fils de l'ancien Premier ministre, Fares Sellal a été condamné, quant à lui, à une peine de 3 ans de prison ferme. Ce procès en appel avait été déjà reporté une première fois le 12 février par la cour d'Alger.

**Rebbouh, frère de Ali Haddad, placé sous mandat de dépôt**

Ouamar Haddad, dit Rebbouh Haddad, a été placé sous mandat de dépôt, ce dimanche 1er mars, par le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed. Le frère du patron de l'ETRHB et ex-président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) est poursuivi pour " incitation à attroupement armé " et " atteinte à l'ordre public ", selon Ennahar. Rebbouh Haddad faisait déjà l'objet d'une interdiction de sortie du territoire national (ISTN). **S. O./APS**

Béchar

## 250 tonnes/jour de déchets collectés, le problème de prise en charge toujours posé

**Q**uelques 250 tonnes de déchets sont collectés quotidiennement à travers la commune de Béchar, sans pour autant suffire à régler le problème de la prise en charge des déchets dans cette collectivité. «Nous collectons quotidiennement à travers les 30 quartiers de la ville, 250 tonnes de ces déchets, malgré le peu de

moyens roulants dont nous disposons et le non règlement des redevances pour collecte de déchets de la part de nos partenaires-conventionnés», a indiqué, dimanche à l'APS le chargé de communication de l'entreprise «Saoura-Net», Nasreddine Laoufi. Malgré cela, la ville de Béchar est pratiquement envahie par des monceaux de

déchets ménagers et autres, à l'origine des récriminations des habitants de cette commune de plus de 250 000 habitants, a-t-on constaté. Cette situation qui dure depuis des mois est déplorée par les habitants qui souhaitent une prise en charge de ce problème relevant de la salubrité et de la santé publique.

**T. Hani**